Après l'alerte de Jean Jouzel, vice-président du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et devant l'inaction des gouvernements, les citoyens et les citoyennes du monde entier et de toutes générations se font voir et entendre dans les capitales et grandes villes de différents pays.

Le samedi 8 septembre 2018, des marches pour le climat se déroulent dans de nombreuses villes à travers le monde pour exiger des gouvernements qu'ils agissent rapidement contre le dérèglement climatique.
En France, les marches pour le climat se succèdent en France (13 octobre, 8 décembre 2018, 10 et 17 janvier 2019, 26 et 27 janvier 2019).
Fin décembre 2018, une pétition « L'affaire du siècle » – pour soutenir l'action en justice contre l'État français pour le climat – regroupe presque 2 300 000 de signataires.
Un collectif « Les enseignants pour la planète » soutient les actions des lycéens et étudiants : « *Nous appelons tous nos collègues, du primaire, du secondaire et du supérieur, enseignants, agents, personnel administratif… à participer à la grève internationale des étudiants et des lycéens le 15 mars prochain et à reconduire le mouvement jusqu'à obtenir les changements profonds qui s'imposent.* »

La jeunesse s'organise et se mobilise
En septembre 2018, une jeune Suédoise Greta Thunberg, 15 ans manifeste pendant trois semaines devant le Parlement au lieu d'aller en cours, pour demander au Premier ministre de suivre les Accords de Paris. Elle continue chaque vendredi et twitte avec le hashtag #ClimateStrike. Elle appelle à une grève mondiale des écoliers le 15 mars 2018. Des jeunes la suivent et ainsi chaque vendredi devient jour de grève scolaire.
Ce mouvement s'étend à d'autres pays.
En Belgique : la mobilisation commence le 20 novembre, à l'initiative d'élèves de l'École européenne de Bruxelles qui poste un événement sur Facebook. Une centaine d'étudiants se réunissent sur un rond-point de Bruxelles, dans le quartier de la Commission européenne.
Le 10 janvier, chaque jeudi des milliers de jeunes font la grève scolaire et battent le pavé à Bruxelles : « *On est plus chauds, plus chauds que le climat !* ». Si les cortèges sont mixtes, le mouvement est souvent initié par des filles. En fin de cortège, des retraités les accompagnent : « *Une terre à vivre pour nos petits-enfants* ».
En Australie : trois collégiennes de 14 ans témoignent de leur quotidien touché par des événements climatiques exceptionnels : « *Notre gouvernement est censé nous protéger, pas détruire nos chances d'avoir un futur sans danger* », elles interpellent les politiques : « *Il est temps de nous écouter* ».
Des milliers d'écoliers, collégiens et lycéens font grève simultanément dans plus de vingt villes le vendredi 30 novembre. Le Premier ministre n'apprécie pas, il veut « *moins d'activisme dans les écoles* ». Le vendredi 7 septembre, les écoliers sont de nouveau en grève avec des pancartes pour contester le projet d'exploitation de mine à charbon et demander au gouvernement de se tourner vers les énergies renouvelables.
Au Canada : le vendredi 7 décembre, des élèves manifestent dans neuf villes : Sudbury, Vancouver, Victoria, Winnipeg, Fredericton, Ottawa, Toronto, Kingston et Kitchener.
A Vancouver, cinquante adolescents terminent leur marche devant le bureau du ministre de l'environnement, pour demander un changement de stratégie sur le climat. L'organisatrice, Rebecca Hamilton,16 ans déclare : « *Le changement climatique va avoir un impact sur notre futur mais nous ne pouvons pas voter, nous n'avons pas de voix. Donc c'est notre manière d'exprimer notre frustration* ».
Une nouvelle manifestation a lieu le 16 janvier 2019 devant le Conseil municipal pour faire voter une motion reconnaissant l'état d'urgence climatique à Vancouver. Une élève de 14 ans, Lilah Willimson lit un discours devant les élus qui par la suite voteront la proposition à l'unanimité.
Cette mobilisation de la jeunesse se répand en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse, en Irlande, au

Royaume-Uni et aux États-Unis… Ils sont de plus en plus nombreux à faire la grève de l'école un jour par semaine pour espérer sauver leur avenir. Pour eux, les adultes n'ont pas pris la mesure de la catastrophe à venir et ne prennent pas les mesures qu'il faudrait.
En France : la première journée de grève scolaire a lieu le vendredi 15 février 2019. Suite au « Manifeste de la jeunesse pour le climat », cinq cents étudiants, malgré les blocages des forces de l'ordre, ont pu s'asseoir devant la porte du ministère de la transition écologique. Ils réclament que le gouvernement proclame l'état d'urgence écologique « *Moins de riches, plus de ruches !* », car l'Accord de Paris non seulement n'est pas respecté, mais n'est pas assez ambitieux.
Chaque semaine, ils donneront une « leçon » au gouvernement pour lui demander de revoir, de corriger… ses mesures.

Leçon 1
Pour ce vendredi 15 février, nous proposons au gouvernement de réviser les bases avec une première leçon.
Le dérèglement climatique ainsi que les bouleversements sociaux et environnementaux auxquels nous nous confrontons nécessitent une considération systémique et ne peuvent se réduire au périmètre du ministère de la Transition écologique et solidaire. C'est pourquoi nous appelons le gouvernement français à prendre ses responsabilités et à déclarer l'état d'urgence écologique et sociale afin de débloquer un plan interministériel à la hauteur des risques encourus.
Cet état d'urgence devra faire un constat clair de la situation dans laquelle nous nous trouvons en reconnaissant l'ampleur des dérèglements enclenchées par nos activités tout en mentionnant le manque de moyens déployés jusqu'à maintenant. Il devra notamment consister en une communication intense sur le sujet via la diffusion de spots d'information publics et l'instauration de programmes scolaires à la hauteur des enjeux, ainsi qu'en l'inscription dans l'article 1 de la Constitution du fait que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale, solidaire et écologique. »
Suite à cet état des lieux, une réaction immédiate devra être entreprise.
Nous appelons le gouvernement à débloquer des moyens exceptionnels et contraignants pour s'engager dans la voie d'une réduction annuelle de 4 % d'émissions de gaz à effet de serre afin s'aligner sur l'Accord de Paris et de lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur notre monde.
Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation.
Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment.
Nous donnons rendez-vous à tous les grévistes, ce vendredi 15 février à 14 heures, devant le ministère de la Transition écologique et solidaire pour le premier rendu des copies.

Ce n'est pas gagné !
Le ministre de la transition écologique François de Rugy se « félicite que des jeunes et beaucoup d'autres citoyens » demandent « qu'on en fasse plus pour le climat », mais il affirme que l'écologie passe surtout par des « actions individuelles ».
Après la grève mondiale du 15 mars, « semaine internationale de la rébellion » est prévue mi-avril.
Rendez-vous le 15 mars pour la grève mondiale pour le climat !

Les liens
https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/retrait-americain-de-l-accord-de-paris/incendies-en-europe-on-rentre-dans-un-autre-monde-c-est-maintenant-qu-il-faut-agir_2864883.html
Pour rejoindre l'appel : https://act.350.org/sign/appel-des-enseignantes-pour-la-planete/?
Le discours de Greta Thunberg : lors de la 24e conférence des Nations unies sur le climat à Katowice, en Pologne : https://www.youtube.com/watch?v=Bypt4H8K5dI

La tribune publiée sur le site du Guardian :
https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/nov/29/climate-change-is-the-biggest-threat-to-our-futures-not-striking-from-school
Discours de Rebecca Hamilton sur CBC News : https://www.cbc.ca/player/play/1391983683888